

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
DREAL UîD Gard-Lozère  
Cellule Carrière / Eolien / Mines et Après-Mine  
4 avenue de la Gare/ BP132  
48000 Mende

Mende, le 20/11/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 21/10/2024

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GEVAUDAN LAUZES**  
LES FAISSES  
48100 Lachamp-Ribennes

Références : 2024-11-  
Code AIOT : 0006604323

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2024 dans l'établissement GEVAUDAN LAUZES implanté LES FAISSES 48100 Lachamp-Ribennes.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GEVAUDAN LAUZES
- LES FAISSES 48100 Lachamp-Ribennes
- Code AIOT : 0006604323    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière située au lieu-dit "Les Faïsses", est autorisée à exploiter par l'arrêté préfectoral n°2010098-08 du 8 avril 2010. La société Gévaudan Lauzes a été autorisée à se substituer à M. Claude PALMIER pour l'exploitation de la carrière "Les Faïsses" par arrêté préfectoral n°PREFBCPEP-2016215-0001 du 2 août 2016.

La carrière est autorisée à extraire 213 tonnes par an sur une surface d'extraction de 1599 m².

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite visite d'inspection de 2019

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Repère de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 1.10.1.3	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Contenu minimal de la documentation	Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 2.2.2	Demande d'action corrective	1 Mois
5	Aires et cuvettes étanches	Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 10.2.2	Demande d'action corrective	1 Mois
6	Plan de gestion des déchets issus de l'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Signalisation, accès, zones dangereuse	Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 1.10.1.2	
4	Autocontrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 6.4	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


La visite d'inspection de 2024 fait suite à la visite d'inspection de 2019 où plusieurs non-conformités avaient été relevées. Lors de la visite, l'exploitant indique que certaines des non-conformités de 2019 ont été résolues telles que le plan de gestion des déchets d'extraction, mais elles n'ont toutefois pas été présentées lors de la visite. La visite permet de constater l'absence de la borne de nivellement et l'absence d'une aire étanche.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Signalisation, accès, zones dangereuse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 1.10.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Signalisation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des vois d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où les documents de remise en état du site peuvent être consultés. L'accès à la voie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique ; il est réalisé en liaison et en accord avec les autorités compétentes. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de tout zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès ou abord des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection constate la présence de plusieurs pancartes signalisant un danger positionnées sur les différentes clôtures entourant le site. L'accès au site est interdit en dehors des heures ouvrées. L'inspection constate la présence d'un panneau sur la voie d'accès indiquant l'identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie. Cependant, le panneau n'est pas totalement visible dû à la présence de végétations.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 2 : Repère de nivellement et de bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 1.10.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Repère
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de placer : 1°/ des bornes en tous les points nécessaire pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Les bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérés suivant le plan de bornage précité. 2°/ des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection constate la présence de bornes permettant la délimitation du périmètre de l'autorisation. L'inspection constate que la borne de nivellement à 1070 m n'a pas été réalisée. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 1.10.3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2010.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant d'installer une borne de nivellement à 1070 m sous un délai de 1 mois.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois


### N° 3 : Contenu minimal de la documentation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Dossier ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La documentation tenues à dispositions des opérateurs comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les diagrammes organisationnels sur le plan des responsabilités dans le domaine de la sécurité et de la préservation de l'environnement ;</li><li>- les différents textes applicables aux installations, et notamment l'étude d'impact, une copie de l'arrêté d'autorisation en vigueur pris au titre des installations classées et arrêté complémentaires le cas échéant ;</li><li>- les plan d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière, mis à jour une fois par an, sur lesquels seront reportés :<ul style="list-style-type: none"><li>° les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>° les bords de la fouille ;</li><li>° les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>° les zones remises en état ;</li></ul></li><li>° la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li><li>- les résultats des dernières mesures sur les effluents aqueux, sur le bruit, etc..</li><li>- les résultats des dernières mesures sur les effluents aqueux, sur le bruit, etc ... ;</li><li>- les justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux (à conserver 3 ans) ;</li><li>- les registres, consignes et tout autre documents organisationnels prévus dans le présent arrêté ;</li><li>- la trace des formations et informations données au personnel ;</li><li>- tout document constituant des preuves tangibles du respect des obligations réglementaires.</li></ul> <p>L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir effectué une mise à jour du plan d'exploitation mais ne l'a pas présenté à l'inspection.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2010.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan d'exploitation à jour sous un délai de 1 mois.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

#### N° 4 : Autocontrôle des niveaux sonores


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Niveau sonore
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans l'année suivant la présente autorisation. Le contrôle est effectué en limite de propriété, ainsi qu'au niveau des zones à émergence réglementée. Ces contrôles seront effectués périodiquement, et au minimum à l'occasion de chaque nouvelle phase quinquennale d'exploitation, lorsque les fronts de taille se rapport des zone habitées. Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 précité.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de mesures sonores.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de mesures de contrôle sonores.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 5 : Aires et cuvettes étanches

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2010, article 10.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - pollution des eaux et du sol
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement et l'entretien courant des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le gros entretien est réalisé à l'extérieur du site. Les stockages fixes de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit. Les stockages mobiles sont associés à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus réservoirs</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection constate que le site ne dispose pas d'une aire étanche. L'exploitant indique que le ravitaillement est réalisé "bord à bord". Lors de la visite, l'inspection constate l'absence d'engins sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de préciser si le site prévoit des opérations de maintenance et la fiche de méthode prévue pour l'opération de ravitaillement.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois



## N° 6 : Plan de gestion des déchets issus de l'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Gestion de déchets d'extraction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li><li>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li></ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique que le plan de gestion a été mis à jour en juin 2024. Le plan de gestion n'a pas été présenté lors de la visite.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 16.bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection son plan de gestion des déchets d'extraction sous un délais de un mois.</p>
<p><b>Respect de la prescription :</b> </p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois